

questions
de communication

Questions de communication

23 | 2013
Figures du sacré

« Dérapage » ou remise en cause de l'institution universitaire

“Outburst” or the Academic Institution in Question

Gilles Labelle, Éric Martin et Maxime Ouellet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8438>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8438

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 251-260

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Labelle, Éric Martin et Maxime Ouellet, « « Dérapage » ou remise en cause de l'institution universitaire », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 31 août 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8438> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8438

Tous droits réservés

GILLES LABELLE

Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités
Université d'Ottawa
CA-H3C 3P8
gplabell@uottawa.ca

ÉRIC MARTIN

Collège Édouard-Monpetit
CA-J4H 3M6
eric.martin@college-em.qc.ca

MAXIME OUELLET

École des médias
Université du Québec à Montréal
CA-H3C 3P8
ouellet.maxime@uqam.ca

« DÉRAPAGE » OU REMISE EN CAUSE DE L'INSTITUTION UNIVERSITAIRE ?

Résumé. — Selon nous, Arnaud Mercier décrit avec beaucoup d'exactitude la transformation que subit aujourd'hui la figure du professeur universitaire. Cela dit, il faut poser la question du sens de la transformation de l'Université : s'agit-il d'un « dérapage » ou est-ce la notion même d'*institution universitaire* qui fait l'objet d'une remise en question ? L'institution universitaire suppose une *dialectique* entre formes objectives et subjectivité ; en ce sens, elle illustre au mieux la dynamique propre à la modernité. Or, c'est précisément cette dialectique qui est remise en question par la soumission de l'Université à des *processus* qui lui sont externes, qui entendent substituer à cette dialectique la faculté d'*adaptation* à des contraintes indiscutables.

Mots clés. — Université, institution, dialectique, formes objectives, subjectivité, organisation, modernité, postmodernité.

Le grand mérite du texte d'Arnaud Mercier (2012) est sa capacité à faire un portrait de la figure du professeur d'université contemporain dont on pourrait se contenter de dire, de prime abord, qu'il est simplement vrai. Si l'auteur analyse le cas français, ce qu'il décrit vaut *mutatis mutandis* pour les universités canadiennes et québécoises dont nous avons l'expérience. Pris dans une sorte de mouvement sans fin, où les « plans stratégiques » et les « réformes » ne cessent de se succéder, l'universitaire contemporain est un être sommé avant tout de *s'adapter* :

- à des étudiants de plus en plus nombreux au premier cycle dont plusieurs ont intériorisé la conception de l'administration qui en fait des « clients » (à « satisfaire », par définition) ;
- à des étudiants des études supérieures, également de plus en plus nombreux et désormais obligés par l'administration de plus en plus d'universités (concurrence oblige) à consacrer cinq ou six semaines de leur session d'automne à préparer des demandes de financement à l'extérieur de l'Université et, pour ce faire, à solliciter l'aide de leurs professeurs qui doivent en outre leur écrire des lettres de recommandation à répétition ;
- à des organismes dits « subventionnaires », qui identifient désormais des sujets de recherche considérés comme « porteurs » ;
- à des « comités d'éthique de la recherche » (s'ils mènent des enquêtes de terrain), dont les exigences et le dédale dans lesquels ils font entrer les chercheurs sont inénarrables (on peut affirmer sans le moindre doute que si de tels comités avaient existé à l'époque de Claude Lévi-Strauss ou d'Evans Pritchard, on ne saurait *rien* aujourd'hui des Nambikwara ou des Nuers).

Souvent, résultent de tout ceci, ainsi que l'écrit Arnaud Mercier (2012 : 223), un sentiment de « trop plein » et, concomitamment, des « phénomènes de lassitude, de découragement, de fuite vers d'autres activités, de repli sur des stratégies d'accomplissement personnel » (*ibid.* : 198), quand ce n'est pas – et chez de plus en plus de jeunes professeurs – le « glissement vers des formes d'autodévalorisation » conduisant à la dépression (*ibid.* : 223). Sans cesse sollicité de partout, convaincu de ne pas « pouvoir y arriver », tout se passe comme si sonnait à l'Université, écrit le chercheur, l'heure d'un « Sisyphe réincarné, le courriel à la place du rocher » (*ibid.* : 225).

À la lecture du texte d'Arnaud Mercier, il semble que la question qu'il faut poser est la suivante : de quoi une telle transformation de la figure de l'universitaire est-elle le symptôme ? Sans avoir la prétention de corriger l'auteur, il semble qu'il est certes possible de prolonger sa réflexion, qui nous paraît parfois hésiter entre une analyse évoquant une transformation, en cours présentement, qui changerait l'Université en « autre chose » qu'elle-même et un autre diagnostic évoquant plutôt une sorte de dérapage de l'institution universitaire. Or, il nous semble

que ce qu'il faudrait précisément demander c'est à quel point cette dernière appellation est justifiée, à quel point on pourrait encore effectivement parler d'une « institution » dans le cas de l'Université¹.

La question de l'institution

Pour une meilleure compréhension, définissons d'abord ce qu'il convient selon nous d'entendre par le terme d'« institution universitaire ». Pour procéder, nous nous situerons sur le terrain idéal-typique (Weber, 1904-1917) : parlant de l'« institution universitaire », il ne s'agira donc aucunement de décrire un *monde d'hier*, un âge d'or disparu et qu'il conviendrait de restaurer. Il s'agira plutôt d'évoquer une *idée* de l'Université, forgée à partir d'un certain nombre de discours et de pratiques qui y ont fait référence depuis son émergence, et qui peut agir comme une sorte d'étalon permettant de prendre la mesure de ce qui arrive à l'Université « empirique » (Freitag, 1995 ; Prado, 2009). Il est important de préciser cela, surtout dans un contexte où les partisans de la transformation de l'Université dans le sens que décrit Arnaud Mercier ont accaparé le discours « progressiste » – ils ne parlent que de « réformes », d'« avancées », de « progrès », de « dépassement des archaïsmes », des « habitudes », des « corporatismes », etc. (Mercier, 2012 : 211-212) – et, en conséquence, ont tendance à classer comme « nostalgique » d'une Université révolue, qui de toute façon « n'a jamais existé », voire comme « rétrograde » ou « réactionnaire », toute critique de leur position et toute défense de l'idée de l'Université dont ils voudraient précisément se débarrasser (*ibid.* : 214)².

¹ Dans son texte, citant N. Baillargeon (« Élargir l'accès à l'éducation, une volonté encore récente », *Le Monde*, 08/06/12), A. Mercier (2012 : 199) fait référence à la renonciation par l'Université « à son statut d'institution publique » sans cependant insister sur ce point.

² Voir aussi M. Gibbons, C. Limoges, H. Nowony (1994). Dans ce qui est parfois considéré comme la « bible » de la transformation actuelle de l'Université, les « pères » du « mode 2 » (« *mode 2 of knowledge production* ») exposent que ce n'est plus la communauté scientifique qui doit juger de la validité des connaissances, celle-ci dépendant désormais plutôt de la capacité des savoirs à trouver des applications pratiques dans l'environnement extérieur. Voir aussi J.-Fr. Lyotard (1979).

À titre d'illustration de la transformation de l'Université et de la rhétorique « progressiste » qu'elle mobilise, cette anecdote (authentique) : à un professeur contestant le bien-fondé de l'installation d'un comptoir de café et de nourriture à l'intérieur de la bibliothèque (de l'université d'Ottawa) et expliquant dans un débat public que la situation suscite des activités et des bruits incompatibles avec le travail intellectuel, un administrateur (ex-professeur de littérature, soit dit en passant) répondit qu'« aujourd'hui » (évidemment, le professeur en question appartient au « monde d'hier ») « une bibliothèque n'est plus un monastère » et que « les étudiants ne travaillent plus comme avant ». Entendre : les étudiants n'empruntent plus de livres pour les lire (en silence) ; « tout le monde sait » (sauf ce professeur attardé) qu'ils sont « branchés » et à l'aise dans le « *multitask* ». Ce qui, aux yeux de cet administrateur sûr et fier de son *progressisme*, justifie non seulement que l'on installe un comptoir de café et de nourriture, répétons-le, *dans* la bibliothèque, mais également que l'on évacue dans un entrepôt situé à l'autre bout du campus environ 30 % de la collection d'ouvrages et de périodiques que, de toute façon, bientôt, personne ne lira plus...

L'idée de l'Université telle qu'elle se dégage des discours et des pratiques qui s'y sont rapportés depuis sa fondation au Moyen Âge a pu ne jamais être mise complètement en partage par les universitaires et par les sociétés. Dans sa *Politique*, Aristote énonçait que ce qui est censé être en partage ne l'est en fait jamais complètement : le philosophe expliquait qu'une certaine conception du juste et de l'injuste, par exemple, suffisante pour fonder et animer des institutions qui donnent consistance à la vie dans une cité, fait nécessairement l'objet de débats quant à son sens exact. C'est assurément la même chose dans le cas de l'idée de l'Université, qui n'a jamais eu tout à fait le même sens, en Allemagne, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en France. Ces différences quant au sens à donner aux « missions » de l'Université n'ont cependant nullement empêché que soit forgée dans l'histoire occidentale la représentation d'un lieu, précisément désigné comme « institution universitaire », occupant une place distincte dans le tissu institutionnel des sociétés en ce qu'il était censé : a) entretenir les conditions d'une transmission du « haut savoir » à ceux qui n'y avaient pas eu accès jusque-là, de même que b) générer le développement d'un climat favorable aux efforts visant, dans la mesure du possible, à l'« avancement » et au « progrès » des connaissances.

Ce n'est pas un hasard si on a souvent parlé de l'Université comprise en ce sens comme du lieu de manifestation d'une communauté particulière – la « communauté universitaire ». C'est que la référence au haut savoir et aux impératifs qui lui sont associés (le transmettre, le faire éventuellement avancer ou progresser) est indissociable de l'existence d'un ensemble de règles et de normes tendant à constituer à l'intérieur même de la totalité sociétale une sorte de « monde » plus ou moins à part, que les universitaires ont à peu près en partage, un « mode de vie décalé » (Mercier, 2012 : 225) qui leur est commun, qui leur constitue un « monde commun ». Entendons par là des manières de faire, des manières de se conduire, des manières d'exister qui, renvoyant à la fois à des comportements réels, empiriquement constatables et pouvant donc être décrits et à des idéaux plus ou moins accomplis qui les formalisent, circonscrivent les contours d'un certain *type humain*, d'une certaine *forme de subjectivité*, précisément subsumée dans la figure de l'universitaire. C'est parce que cette figure, sans peut-être avoir jamais été totalement réalisée – insistons sur ce point –, a assurément été dotée d'une consistance propre, qu'elle a pu donner naissance, dans la littérature ou au cinéma, à sa caricature, immédiatement reconnaissable entre toutes : le professeur distrait, piles de livres sous le bras, déambulant dans ses habits élimés sur le campus, en retard parce que désespérément à la recherche de sa salle de cours.

L'institution universitaire, comme toutes les autres institutions, repose sur ce binôme : d'un côté, un commun mis en partage (même incomplètement), un monde commun, qui se rend visible dans des formes qui ont une consistance objective, dans des règles, dans des normes, dans des codes (qui supposent, forcément, des possibilités de sanctions) et, d'un autre côté, un type humain, une forme de subjectivité arrimée à ces formes, baignant dans ce commun, et lui correspondant en quelque façon³.

³ Ce binôme ne doit pas faire perdre de vue que c'est en vérité à un ménage à trois (au sens positif) que nous avons affaire : la communauté et le sujet universitaires n'ayant de sens que parce qu'ils

En quelque façon : car une fois qu'on les a circonscrites, il reste encore à cerner le rapport, complexe, qui se tisse dans l'institution entre les formes objectives qui lui donnent consistance et la forme de subjectivité qui s'y déploie. Que le type humain ou la forme de subjectivité que l'on peut désigner comme figure de l'universitaire soit arrimé aux formes objectives, aux règles, aux normes, aux codes de conduite en vigueur dans l'institution ne signifie en aucune façon que le rapport qui se tisse entre ces deux pôles puisse être subsumé sous le motif de l'« identité ». En d'autres termes, le type humain que désigne l'universitaire ne répète pas à l'identique sur le plan de sa personnalité les formes objectives par lesquelles il prend sens et consistance par ailleurs. Le commun ne détermine pas, ne conditionne pas univoquement le singulier, et c'est l'impératif même qui gouverne l'institution universitaire qui l'interdit. En effet, pour que la transmission ait lieu, ce qui suppose que l'on fasse le bilan du haut savoir, et pour qu'éventuellement on fasse progresser les connaissances, le monde commun universitaire exige des singularités qu'elles entretiennent avec lui un rapport fondé non sur l'identité, mais plutôt sur ce qu'on pourrait désigner comme l'*expressivité*. Autrement formulé, l'institution universitaire, en même temps qu'elle exige le respect par l'universitaire des règles, des normes et des codes sédimentés dans des formes objectives, exige également de lui qu'il affirme sa liberté subjective à son égard, qu'il affirme son *originalité*. Exigence absolument incontournable : car c'est uniquement si la liberté subjective exprime à sa façon les exigences définies par les formes objectives qui dessinent les contours et disent le sens de l'institution universitaire, que celle-ci peut éviter de se dessécher, de se réifier et, éventuellement, de mourir d'inanition. Ainsi n'y a-t-il d'inscription de l'institution universitaire dans la durée que si le commun qu'elle définit est *exprimé*, c'est-à-dire inlassablement transformé par ceux qui, tout en se situant en lui, lui sont toujours en même temps assez extérieurs pour ne pas en représenter un microcosme, à l'échelle de leur personnalité. En somme : le haut savoir en tant qu'il existe comme une objectivité léguée par les générations passées ne demeure vivant que parce qu'il est compris, interprété et exposé à ceux qui n'y ont pas eu accès jusque-là, d'une manière subjective, *personnelle* – et il n'avance évidemment qu'à la condition que les chercheurs puissent mener librement, comme ils l'entendent, leurs investigations.

Il semble que c'est là le fondement ultime de la « liberté académique », de la liberté qu'ont les professeurs de donner leur cours sans ingérence extérieure et de la liberté qu'ils ont de mener leur recherche en choisissant librement à la fois en quoi elle peut consister et quels sont les moyens (les « méthodes ») à utiliser pour arriver à des résultats. Liberté qui, par le fait même, n'est pas absolue ou illimitée : on ne peut pas faire n'importe quoi en classe ou dans son laboratoire. Si le commun de l'institution ne détermine pas, ne conditionne pas de manière univoque la singularité, celle-ci, en revanche, n'est pas détachable de l'institution. Ainsi même ses excentricités éventuelles doivent-elles s'y rapporter en quelque

sont arrimés à une commune référence au savoir et, par extension, à la culture. Nous y revenons plus loin, quand nous mettons en rapport l'idée d'Université et la dynamique propre à la modernité.

façon : par exemple, on peut toujours donner un cours sur les classes sociales pour expliquer, en dernière instance, que les classes sociales n'existent pas (cela s'est vu), mais on ne peut pas donner un cours sur les classes sociales en jouant aux cartes avec les étudiants ou en leur donnant des leçons de yoga.

En termes philosophiques, on formulera ainsi que l'institution universitaire est le lieu d'une *dialectique* : littéralement, la liberté subjective que manifeste l'universitaire *dialogue* – ce qui n'exclut pas une dose de conflictualité éventuelle – avec les formes objectives qui donnent consistance à l'Université, elle en exprime les exigences en transformant inlassablement ce qui en constitue le cœur, soit l'impératif de transmettre le haut savoir et, peut-être, de le faire avancer. Il est important de le relever : ce rapport dialectique (ou dialogique) n'a pas lieu *dans* l'institution universitaire, comme si celle-ci était le *contenant* et celui-là un de ses *contenus* possibles ; il est cette institution, il la définit pour ainsi dire entièrement.

Ce n'est pas un hasard si nous utilisons le concept de dialectique, dont on sait l'importance que lui accordait un philosophe comme Hegel, pour qui le défi de la modernité politique consistait précisément en l'articulation, qui n'était certes pas donnée d'avance, entre l'acquis des Modernes qu'est la liberté subjective et l'idée de totalité dont il n'y avait aucune raison, selon lui, de la laisser au monde des Anciens. Ni holisme organiciste, ni individualisme libéral ; ni retour à une totalité étouffante, ni fuite en avant dans la singularité *déliée* de tout *milieu* et ne se liant à autrui que ponctuellement, par l'échange : pour Hegel, la modernité ne prenait son sens que dans la relation dialectique, jamais garantie, entre le tout et la partie, entre l'objectivité et la subjectivité. Pas de subjectivité détachable d'un monde objectif, commun, selon lui, mais pas plus de monde commun détachable de son appropriation et de son transformation continues par la subjectivité. Dans ce contexte, il faudrait ainsi considérer que l'institution universitaire, qui est très précisément fondée – nous venons d'essayer de le démontrer – sur une telle dialectique, constitue l'un des lieux par excellence où la modernité à la fois révèle ce qu'elle est et trouve éventuellement à s'accomplir⁴. Comme si l'institution universitaire était une sorte de microcosme de la modernité, c'est-à-dire l'un des lieux où la liberté subjective trouve simultanément à s'inscrire dans un monde de formes objectives et simultanément à s'engager dans un dialogue avec ses règles et ses exigences pour les transformer et les conserver par-là vivantes. Ce qui suppose, bien sûr, que si cette dialectique proprement moderne s'enraye, l'un des lieux où cela soit le plus immédiatement visible soit l'université – tout comme, à l'inverse, le dérèglement du rapport dialogique entre la figure de l'universitaire et l'institution dont il relève devrait être considéré comme le signe d'un état de crise qui atteint les fondements mêmes de la modernité (Henry, 1987)⁵.

⁴ Cette idée est au cœur des réflexions de M. Freitag (1995).

⁵ La corruption dans l'Université fait voir la corruption dans la société, peut-on résumer.

Fin de l'institution universitaire ?

Dès lors, nous pouvons revenir sur le diagnostic proposé par Arnaud Mercier et chercher à en saisir la signification. Nous l'avons écrit au début de ce texte, la force de son propos est de fournir à nos yeux un portrait très exact de la situation de l'universitaire contemporain. Le chercheur décrit avec une grande précision les *contraintes* auxquelles celui-ci apparaît sans cesse soumis. Or, une contrainte n'est pas une règle, une norme, un code d'éthique avec lesquels la liberté subjective peut entrer dans une relation dialogique ou dialectique, pour à la fois s'y inscrire et simultanément prendre une distance telle que l'institution s'en trouve transformée et, par-là, vivifiée. Le mélange, si l'on peut dire, de *passivité* (la communauté universitaire est le milieu où la figure de l'universitaire se trouve d'emblée inscrite, elle définit un monde déjà là qui le précède) et d'*activité* (il faut que l'universitaire reprenne à son propre compte les exigences de l'institution, au point de peut-être leur donner un sens inédit jusque-là), est simplement brisé par la contrainte – qui n'appelle en rien un dialogue ou une dialectique, mais plutôt une conduite fondée sur l'*adaptation* continue à ce qui se présente comme une pure et simple *nécessité à épouser sans reste*.

En effet, ces contraintes se présentent comme naissant aveuglement de *processus* reposant sur une logique implacable. Par leur structure même, récusant l'idée de dialogue ou de dialectique, elles indiquent la mise en place, selon les termes de Michel Freitag (1995), d'une sortie de la modernité comprise comme dialectique entre la liberté et les formes objectivées ; elles indiquent, en d'autres mots, la possibilité si ce n'est l'actualité d'un avenir « postmoderne » de l'humanité (utilisons ce mot, même s'il faut reconnaître qu'il a été fort galvaudé).

Ces processus aveugles ne sont pas arrimés à des institutions. C'est de tout autre chose dont il est question : selon Michel Freitag (*ibid.*) que nous suivons de près sur ce point, on doit les associer à des « organisations »⁶, dont le fonctionnement est « systémique », c'est-à-dire en principe « cybernétiquement autorégulé » en fonction du seul impératif qui leur donne sens : plus que leur conservation, leur expansion. Le principal de ces « systèmes » dans le monde contemporain, est-il besoin d'insister, est le capitalisme, dont la logique tient dans l'accumulation à l'infini non seulement de la valeur abstraite, mais de tous les moyens censés contribuer à cette accumulation.

Dès lors, la crise de l'institution universitaire contemporaine tient à son écartèlement entre les deux logiques totalement opposées qui s'y croisent désormais : d'une part, la « vieille » logique institutionnelle, qui appelle un certain type humain, correspondant à la figure *classique* de l'universitaire, simultanément logée *dedans* et *dehors* l'Université au sens où elle est installée au milieu d'un monde commun qu'elle est appelée à exprimer et à transformer à sa manière propre et, d'autre part, la nouvelle logique organisationnelle, qui appelle

⁶ A. Mercier (2012 : 199) fait référence à ce concept quand il cite N. Baillargeon (*Le Monde*, 08/06/12). Il a été élaboré dans tous les écrits de M. Freitag consacrés à la postmodernité.

un tout autre type humain, correspondant au *mutant* qu'on essaie présentement de faire émerger à l'Université, qui aurait complètement intégré la nécessité de s'adapter rapidement, *just in time*, sans discussion, à des pressions extérieures, constamment changeantes, hors tout dialogue, hors toute dialectique – un type humain pour qui « le renouvellement permanent, le flux », la « flexibilité », la « déstabilisation », la « liquéfaction » et l'« agitation permanente » seraient devenus « les valeurs premières » (Mercier, 2012 : 201, 220). Si l'universitaire contemporain se sent si souvent déchiré, c'est qu'il est écartelé entre ces deux logiques contradictoires, totalement opposées (*ibid.* : 202-203) ; s'il a si souvent le sentiment que la vie universitaire perd son sens, c'est qu'il veut demeurer dialecticien là où cela n'a simplement plus lieu d'être, là où il n'y a plus aucune place pour la dialectique : aussi participe-t-il, par exemple, à des réunions qui, même si elles sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus longues et si elles ne cessent d'invoquer la « consultation » et la « démocratie délibérative », tournent inmanquablement à vide puisque, dans la nouvelle « gouvernance », la parole dialogique ne peut plus y être qu'un *spectacle* sans aucune prise sur un réel défini par une nécessité aveugle, si ce n'est une régurgitation verbale d'injonctions déjà avalées et avalisées *a priori* par l'appareil.

Au stade actuel, l'institution universitaire dispose encore d'assez de *pesanteur* historiquement acquise (ce que de nombreuses générations ont dit que l'Université devrait être, qui a résulté en l'idée qu'on se fait d'elle) pour à la fois orienter la conduite des universitaires et freiner au moins un peu les visées des partisans de son arrimage aux processus systémiques externes qui, à terme, menacent de la transformer à son tour en pure et simple organisation. C'est bien pourquoi y subsistent, par exemple, des départements de philosophie ou d'humanités qui, du moins dans la mesure où ils refusent de se faire les lieux d'apprentissage des futurs « ingénieurs sociaux » de la postmodernité, non seulement ne servent strictement à *rien* du point de vue de la logique organisationnelle mais, plus encore, lui sont nuisibles voire hostiles. Cela n'empêche nullement, au contraire, les plus agressifs défenseurs de la transformation de l'Université de proposer que celle-ci intègre complètement les « critères de performance » (*ibid.* : 205) de son « environnement externe » – dont on peut prédire à l'avance qu'ils conduiront fatalement, à terme, à la marginalisation sinon à la fermeture des programmes et des départements qui ne seront pas prêts à « relever les défis du XXI^e siècle ». L'actuelle crise du capitalisme, dont on a de bonnes raisons de penser qu'elle n'a rien de passager, encourage d'autant plus cette tendance qu'elle nourrit le projet adopté par de plus en plus d'administrateurs universitaires et de politiciens de faire de l'arrimage *direct* de l'Université au marché un argument de nature à attirer des entreprises qui y verraient l'occasion de transférer au secteur public une partie de leurs coûts liés à la « R&D » (recherche et développement) et à leur quête effrénée de l'« innovation »⁷.

⁷ Voir, dans le cas du Québec, le projet du chef du parti dit « Coalition Avenir Québec » (CAQ), François Legault, ancien ministre de l'Éducation du gouvernement du Parti québécois et à ce titre

Conclusion

Évidemment, en face d'une telle menace, la question se pose de ce qu'il convient de faire dans l'Université de maintenant. À défaut d'un programme clair de résistance à la menace de transformation de l'Université en organisation – après tout, si nous avons raison, c'est la modernité tout entière qui est en crise⁸ –, à défaut d'une riposte organisée à la menace nihiliste d'une destruction pure et simple de l'idée même d'Université ou de l'institution universitaire, on peut au moins identifier quelques obstacles à son élaboration. Notre propos sera ici plus polémique. D'un côté, on veut bien qu'il convienne de « sauver les meubles » et de « limiter les dégâts » (Mercier, 2012 : 229-231). En d'autres termes, certes, il faut mener des actions ponctuelles, minimales, pour sauver tantôt un programme, tantôt un département, tantôt une bibliothèque, etc. Mais, selon nous, il importe de le faire sans illusion aucune, en toute lucidité, c'est-à-dire en sachant que cela revient à mettre un diachylon sur une plaie qui nécessitera des soins de bien plus grande ampleur. Un programme minimal, oui, mais sans l'illusion que programme minimal et programme maximal se confondent. D'un autre côté, il semble qu'il convient de prendre toute la mesure de la puissance de l'adversaire (même si, en tant qu'ensemble de processus anonymes, celui-ci se présente sans visage). Prendre la mesure de sa puissance signifie notamment constater l'hégémonie qu'on peut associer à sa mise en discours, dans et par le « néolibéralisme » (*ibid.* : 220). Hégémonie, selon nous, visible peut-être au mieux dans la façon dont, parfois, la résistance même à la transformation de l'Université se conçoit ou se représente : pour nous, toute critique de l'Université qui refuse de s'en donner une *idée*, qui la conçoit par exemple comme ayant été de tout temps un « appareil idéologique d'État », au sein duquel, au mieux, une « force » définie comme « résistante » peut éventuellement s'opposer à une autre « force »

responsable des universités, proposant sans gêne d'« arrimer les universités, particulièrement les facultés de génie, aux besoins des entreprises ». Selon le journaliste P. Journet (*La Presse*, 23/03/13) : « M. Legault dit s'inspirer entre autres de la Silicon Valley en Californie et de la route 128 près de Boston. La clé de leur succès, selon lui, c'est que "les entreprises y sont proches des universités". Il réfère à Stanford et Berkeley pour la Silicon Valley, ainsi que le MIT et Harvard pour le Massachusetts. La CAQ veut que la formation en génie soit "très proche" des besoins des entreprises innovantes, comme les technologies de l'information. Il inclut les universités de Montréal, Trois-Rivières et Québec, mais aussi Sherbrooke. Son chef assure qu'il ne sacrifiera pas pour autant la recherche fondamentale. Il la maintiendra, mais consacra les nouveaux moyens à la recherche appliquée. Pour combler le "sous-financement", il propose encore de moduler les droits de scolarité pour les sciences de la vie, comme la médecine, et le génie » (accès : <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201303/23/01-4634060-la-caq-presente-son-plan-sud-le-projet-saint-laurent.php> ; consultée le 18/04/13).

⁸ La fin de la communauté universitaire ou de l'Université comme monde commun, ne rime-t-elle pas en effet avec l'incapacité de la modernité à *faire monde* (ce qui en fait précisément une *postmodernité*) ? Cependant, on doit constater que la subjectivité abstraite du monde, qui se conçoit et se célèbre comme déliée de toute norme ou code de conduite *disciplinaires*, se révèle en réalité *aliénée* (au sens à la fois d'« étrangère à » et de « dominée par ») par les processus systémiques qui envahissent l'espace libéré par le délitement du commun.

posée comme dominante, non seulement ne déporte pas du terrain balisé par l'idéologie néolibérale (qui conçoit aussi que la société soit un composé *a posteriori* de forces élémentaires, un champ de puissances originaires naturalisées, définies comme des porteurs d'intérêts et de droits), mais se révèle, en son fond, aussi nihiliste qu'elle⁹.

Ce n'est pas le rapport de force qu'il faut opposer à la transformation de l'université, c'est une *idée vigoureuse* de l'institution universitaire. Ce n'est pas un surcroît de « postmodernité » qu'il faut opposer à celle-ci, mais plutôt une *refondation* de la modernité politique. À n'en pas douter, cela suppose un programme théorique de très grande ampleur, qui associerait l'analyse des voies de la « dé-mondanésation » ou de la « dé-symbolisation du monde » et la critique des formes de la rationalité moderne, dont le capitalisme est une expression, et la technoscience une autre¹⁰. C'est que l'Université ne peut pas être sauvée en étant considérée *en elle-même*, isolément ; elle appartient à un monde, et c'est avec lui tout entier qu'elle sera refondée. Ou qu'elle périra.

Références

- Freitag M., 1995, *Le naufrage de l'université*, Montréal, Éd. Liber.
- Gibbons M., Limoges C., Nowony H. et al., 1994, *The New Production of Knowledge. The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Los Angeles/Londres, Éd. Sage.
- Henry M., 1987, « La destruction de l'université », pp. 201-239, in : Henry M., *La barbarie*, Paris, Grasset.
- Liotard J.-Fr., 1979, *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éd. de Minuit.
- Mercier A., 2012, « Dérives des universités, périls des universitaires », *Questions de communication*, 22, pp. 197-234.
- Prado Pl., 2009, *Le principe d'université*, Paris, Nouvelles Éd. Lignes.
- Weber M., 1904-1917, *Essais sur la théorie de la science*, trad. de l'allemand par J. Freud, Paris, Plon, 1965. Accès : http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/essais_theorie_sciences/essais_theorie_sciences.html. Consulté le 23/05/13.

⁹ Dans le même sens, on pourrait aussi se demander si relève du hasard le fait que, dans les universités que nous connaissons, plusieurs des administrateurs d'aujourd'hui et parmi les plus agressifs partisans de la transformation de l'institution en organisation branchée sur les processus aveugles externes sont des « radicaux », souvent d'anciens marxistes ou « structuralo-marxistes », des années 60-70 ? Si relève du hasard le fait que les mêmes qui voulaient fermer les universités pour imiter les Chinois sont aujourd'hui les premiers à célébrer l'installation des commerces dans les bibliothèques ?

¹⁰ Selon nous, l'œuvre de M. Freitag est l'une de celles qui s'est avancée le plus loin dans cette direction.